

fahren » erst damit beginnen zu lassen, weil diese Anhörung, die dem zu Entmündigenden Gelegenheit geben soll, sich über das gegen ihn vorliegende Tatsachenmaterial auszusprechen, die auch zum Verfahren gehörende Sammlung dieses Materials bereits voraussetzt. Das Verfahren nimmt zum mindesten seinen Anfang, wenn dem zu Entmündigenden vom Waisenamt eröffnet wird, dass über seine Entmündigung entschieden werden soll. Eine solche Eröffnung hat hier anlässlich der Einvernahme vom 30. Januar 1922 stattgefunden, wie aus der protokollierten Erklärung der G., dass sie von einem Vormund nichts wissen wolle, geschlossen werden muss. Damit war das Entmündigungsverfahren gegen die G. an ihrem damaligen Wohnsitz Zürich eingeleitet und die Zuständigkeit der zürcherischen Behörden zur vollständigen Durchführung desselben begründet. Durch den Einstellungsbeschluss des Waisenamtes vom 30. Juni 1922 wurde es nicht geschlossen, sondern bloss einstweilen sistiert; die spätere Wiederaufnahme bedeutete nicht die Einleitung eines neuen Verfahrens.

4. — Schliesslich steht auch die Ausweisung der G. aus dem Kanton Zürich der Durchführung des schon vorher dort eingeleiteten Verfahrens nicht entgegen. Allerdings bekundet diese Massregel, dass die zürcherischen Behörden die vormundschaftliche Fürsorge über die zu Entmündigende nicht ausüben wollen. Allein die Entmündigung und die Führung der Vormundschaft müssen nicht notwendig örtlich zusammenfallen. Die Entmündigung ist auch ausserhalb des Kantons, in welchem sie ausgesprochen wird, wirksam. Wenn der Bevormundete mit Zustimmung der Vormundschaftsbehörde seinen Wohnsitz wechselt, so geht die Vormundschaft auf die Behörde des neuen Wohnsitzes über (Art. 377 Abs. 2 ZGB), und dasselbe muss gelten, wenn er durch Ausweisung zum Verlassen des bisherigen Wohnsitzes gezwungen wird. Der während des Entmündigungsverfahrens erfolgenden Ausweisung kann

keine weitergehende Bedeutung zu kommen. Die ausweisende Behörde wird lediglich dafür zu sorgen haben, dass der zu Entmündigende in den Rechten, die ihm im Entmündigungsverfahren zustehen, durch die Ausweisung nicht verkürzt wird.

Nach dem Gesagten muss über die Entmündigungsklage des Bezirksrates materiell entschieden werden.

*Demnach erkennt das Bundesgericht :*

Die Beschwerde wird begründet erklärt, das Urteil des Obergerichts des Kantons Zürich vom 15. Februar 1923 aufgehoben und die Sache zu neuer Entscheidung an das Obergericht zurückgewiesen.

#### 20. Arrêt de la II<sup>e</sup> Section civile du 18 juin 1924

dans la cause **Chappuis** contre **Commune de Forel**.

Action en contestation d'état : l'exercice d'une telle action est-il soumis à un délai de prescription et auquel ?

Le 12 mars 1914 a été inscrit sur le registre des naissances de la Commune de Genève, sur déclaration de Louis-Emile Chappuis, l'enfant Chappuis Emile-Gaston-Roland comme né ce jour-là à Genève, fils légitime de Chappuis Louis-Emile, de Savigny et Forel, domicilié à Savigny, et de Julie-Elise née Cordey sa femme.

Après enquête, les Autorités de la Commune de Forel sont arrivées à la conviction que la mère de l'enfant était, non dame Chappuis, mais sa fille d'un premier mariage, Claire Diserens, et que l'enfant, ainsi faussement inscrit à Genève comme fils légitime des époux Chappuis, était le même que celui qui, en date du 4 mars 1914, a été inscrit à Annemasse sous le nom de Roland Cordet comme né dans cette localité le 1<sup>er</sup> mars 1914 de père et mère inconnus.

Le 30 juillet 1914 la Commune de Forel a ouvert action

aux époux Chappuis, à l'enfant Emile-Gaston Chappuis et à Claire Diserens devant le Tribunal de Lavaux pour faire prononcer la radiation de l'inscription opérée au registre des naissances de Genève.

Par jugement du 21 décembre 1916 le Tribunal de Lavaux s'est déclaré incompétent, l'action devant, aux termes de l'art. 38 de l'ordonnance fédérale sur les registres d'état civil, être intentée au siège du bureau de l'état civil où l'inscription à radier a eu lieu, soit à Genève.

Le 4 juin 1917 la Commune de Forel a assigné devant le Tribunal de première instance de Genève les époux et l'enfant Chappuis et Claire Diserens en concluant à ce que le Tribunal ordonne la radiation de l'inscription sur le registre des naissances de Genève et déclare que l'enfant sera inscrit comme fils naturel de Claire Diserens.

Par jugement du 29 octobre 1918, le Tribunal a déclaré l'action prescrite. La Cour, par arrêt du 20 mai 1919, a réformé ce jugement et a renvoyé la cause aux premiers juges pour instruction et jugement au fond.

Le 9 février 1923 le Tribunal de première instance a ordonné la radiation de l'inscription qui constate la naissance à Genève le 10 mars 1914 d'un enfant Emile-Gaston-Roland Chappuis — en ajoutant que l'officier d'état civil de Genève devra inscrire en marge de l'acte annulé qu'il s'agit en réalité d'un fils naturel de Claire-Lucie Diserens, né à Annemasse le 1<sup>er</sup> mars 1914.

Par arrêt du 4 avril 1924, la Cour de Justice civile a confirmé cette décision en ce qui concerne la radiation de l'inscription ; par contre elle a jugé qu'il n'y avait pas lieu à l'adjonction proposée par le Tribunal.

L'enfant Emile-Gaston-Roland Chappuis a recouru en réforme contre cet arrêt en concluant au rejet de la demande. Il soutient que la Commune de Forel n'a pas qualité pour agir, que l'action est prescrite et que d'ailleurs elle est mal fondée.

Le 21 mai 1924 le Tribunal fédéral a déclaré irrecevables, parce que ne contenant pas de conclusions contre

le recourant principal, les recours par voie de jonction formés par les époux Chappuis et par Claire Diserens (aujourd'hui dame Richard).

*Considérant en droit :*

En ce qui concerne la qualité pour agir de la Commune demanderesse et la recevabilité de l'action en contestation d'état qu'elle a intentée, il suffit de se référer aux considérants de l'arrêt rendu le 22 septembre 1915 par le Tribunal fédéral dans une cause semblable (RO 41 II p. 426 et sv.). D'autre part, il résulte des constatations de fait de l'instance cantonale — qui ne sont nullement contraires aux pièces du dossier et lient donc le Tribunal fédéral — que dame Chappuis n'est pas la mère de l'enfant inscrit à Genève le 12 mars 1914, lequel par conséquent a faussement été inscrit comme enfant légitime des époux Chappuis. Les conclusions de la demande étant ainsi fondées, il reste uniquement à rechercher si elles auraient néanmoins dû être rejetées à raison du moyen tiré de la prescription. Or tel n'est évidemment pas le cas. Pour soutenir que l'action est prescrite, le recourant invoque la prétendue analogie qu'elle présente avec l'action en désaveu et avec les actions en contestation de la légitimation ou de la reconnaissance que le Code (art. 253, 262, 305 et 306) soumet à un délai de prescription (ou, plus exactement, de péremption) de trois mois. Mais l'analogie invoquée n'existe pas. Les trois actions citées tendent à la contestation de la paternité, soit d'une relation de parenté dont l'existence ne peut pas être prouvée directement et l'on comprend que le Code qui a remplacé cette preuve impossible par une présomption (présomption que le mari de la mère ou l'auteur de la reconnaissance est le père de l'enfant) ait aussi limité dans le temps la faculté des intéressés de détruire cette présomption. Lorsqu'au contraire il s'agit, comme en l'espèce, de la maternité, il n'y a pas les mêmes raisons de subordonner à l'observation d'un délai très court,

l'exercice de l'action tendant à prouver l'existence ou l'inexistence de ce fait matériel. L'application par analogie du délai de forclusion de trois mois ne se justifiant donc en aucune façon, l'exception de prescription doit être rejetée — sans qu'il soit d'ailleurs nécessaire de décider si l'action en contestation ou en constatation d'état est soumise au délai ordinaire de prescription de 10 ans (art. 7 CCS, art. 127 CO) ou si elle ne doit pas plutôt être déclarée imprescriptible (comme c'est le cas en France et en Allemagne; cf. PLANIOL, Traité de droit civil, 8<sup>e</sup> éd. I, Nos 436 et 1401; STAUDINGER, Commentaire, 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> éd., note 6 *in fine* sur § 194 BGB).

*Le Tribunal fédéral prononce :*

Le recours est rejeté et l'arrêt attaqué est confirmé.

### III. ERBRECHT

#### DROIT DES SUCCESSIONS

##### 21. Auszug aus dem Urteil der II. Zivilabteilung vom 27. März 1924 i. S. Ulrich und Hess gegen Dober.

Ausgleichung unter Miterben : Verhältnis von Art. 629 Abs. 1 zu Art. 626 Abs. 2 ZGB. Nachweis der Begünstigungsabsicht des Erblassers aus der Art und Weise der Zuwendung.

Aus dem Tatbestand ist folgendes hervorzuheben :

Am 22. Januar 1921 starb in Küsnacht Josef Dober unter Hinterlassung eines Vermögens (das Vermögen seiner vorverstorbenen Frau inbegriffen) von 59,801 Fr. 64 Cts., das seinen Kindern, den heutigen Parteien, zufällt. Der Erblasser hatte schon zu Lebzeiten, am 17. Februar 1909, seine beiden Liegenschaften « Hintere Barbrämen » und « Bischofswiler Allmeind », erstere dem Sohne Alois, letztere dem Sohne Wilhelm (der sie später auf Veran-

lassung des Vaters seinem Bruder Josef überliess) um den Preis von je 15,000 Fr. verkauft mit Einschluss des vorhandenen Inventars, das auf beide Käufer gleichmässig verteilt werden sollte. Im vorliegenden Prozesse der fünf Kinder des Erblassers besteht Streit über die wechselseitig geltend gemachte Ausgleichungspflicht. Durch Urteil vom 17. Oktober 1923 hat das Kantonsgericht Schwyz den Alois Dober für den Mehrwert der Liegenschaft « Hintere Barbrämen » (30,000 Fr.), für den Wert des Inventars (5500 Fr.) und für andere Zuwendungen ausgleichungspflichtig erklärt und ihn nach Abzug gewisser Aufwendungen seinerseits verurteilt, 31,100 Fr. in die Erbschaft einzuwerfen. Mit seiner Berufung verlangt Alois Dober ausser der Streichung eines Postens, dass er sich die Vorempfänge nur bis zur Höhe seines Erbteils habe anrechnen zu lassen, dass dagegen der allfällige Mehrbetrag nicht zur Ausgleichung zu bringen sei.

*Aus den Erwägungen :*

Die Zuwendungen, für welche die Vorinstanz den Beklagten Alois Dober ausgleichungspflichtig erklärt hat, bestehen im Mehrwert der an ihn übergegangenen väterlichen Liegenschaft über den Kaufpreis hinaus, in dem in den Kauf gegebenen Inventar, im Erlass der Zinsen, die er dem Vater vom Kaufpreis schuldete, in der Überlassung eines Kapitaltitels und im Ertrag des von ihm vorgenommenen Kahlschlages. Dass alle diese Posten, der letzte ausgenommen, gemäss Art. 626 Abs. 2 ZGB an sich der Ausgleichung unterstehen, ist unbestritten, und auf eine *a u s d r ü c k l i c h e* gegenteilige Verfügung des Erblassers vermag Alois Dober sich nicht berufen. Er anerkennt denn auch grundsätzlich die Ausgleichungspflicht und verlangt lediglich deren Beschränkung auf den Betrag seines Erbteils, also die Anwendung von Art. 629 Abs. 1 ZGB.

Nach dieser Bestimmung hat ein Erbe den seinen Erbteil übersteigenden Überschuss der Zuwendungen